

NATIONS UNIES  
**Assemblée générale**  
QUARANTE-CINQUIÈME SESSION  
*Documents officiels*

PREMIERE COMMISSION  
37e séance  
tenue le  
jeudi 15 novembre 1990  
à 10 h 30  
New York

PROCES-VERBAL DE LA 37e SEANCE

Président : M. RANA (Népal)

SOMMAIRE

Examen de tous les points de l'ordre du jour relatifs au désarmement et décisions à leur sujet (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.  
Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées,  
dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750,  
2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE  
A/C.1/45/PV.37  
20 novembre 1990

FRANÇAIS

La séance est ouverte à midi.

POINTS 45 A 66 ET 155 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

EXAMEN DE TOUS LES POINTS DE L'ORDRE DU JOUR RELATIFS AU DESARMEMENT ET DECISIONS A LEUR SUJET

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Ce matin, la Commission rendra d'abord une décision sur le projet de résolution A/C.1/45/L.38, du groupe 4, et sur le projet de résolution A/C.1/45/L.24/Rev.1, du groupe 9. Par la suite, la Commission prendra une décision sur les projets de résolution A/C.1/45/L.22/Rev.1, A/C.1/45/L.42 et A/C.1/45/L.50/Rev.1, qui font partie du groupe 13.

En outre, il me semble que la Commission est en mesure, ce matin, de se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/45/26/Rev.1, qui appartient au groupe 12. Une décision sur les projets de résolution A/C.1/45/L.5 et A/C.1/45/L.35 contenus dans le groupe 5 et les projets de résolution A/C.1/45/L.39 A et B contenus dans le groupe 8, sera prise ultérieurement afin de permettre aux délégations de procéder à d'autres consultations. Il se peut que nous soyons en mesure de prendre une décision à leur sujet lors de notre prochaine séance.

Les auteurs du projet de résolution A/C.1/45/L.11 viennent de m'informer que, à la suite de consultations avec les délégations intéressées, ils n'insisteraient pas pour que le projet de résolution soit soumis au vote. Compte tenu de cette information, la Commission ne prendra pas de décision au sujet du projet de résolution A/C.1/45/L.11 et de l'amendement présenté ultérieurement au projet de résolution contenu dans le document A/C.1/45/L.57.

Je donne maintenant la parole au Secrétaire de la Commission qui a un certain nombre de communications à faire.

M. KHERADI (Secrétaire de la Commission) (interprétation de l'anglais) : Je désire informer la Commission que le Panama est devenu coauteur des projets de résolution A/C.1/45/L.26/Rev.1 et A/C.1/45/L.43 et le Costa Rica et le Panama sont devenus coauteurs du projet de résolution A/C.1/45/L.53/Rev.1.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Comme aucune délégation ne désire présenter un projet de résolution, la Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/45/L.38, qui fait partie du groupe 4. Je vais maintenant donner la parole aux délégations qui désirent faire une déclaration autre qu'une explication de leur position sur le projet de résolution.

M. AGAYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Ma délégation a demandé la parole afin d'attirer l'attention sur un malentendu d'ordre technique qui s'est produit lorsque les votes ont été enregistrés sur le projet de résolution A/C.1/45/L.17, intitulé "Prévention d'une course aux armements dans l'espace". A notre grande surprise, nous avons découvert que la position de notre délégation ne figurait pas au tableau de vote, ce que nous regrettons. Nous tenons à confirmer le vote de notre délégation en faveur du projet de résolution A/C.1/45/L.17.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La position de l'Union soviétique sera dûment reflétée dans le procès-verbal.

M. JANDL (Autriche) (interprétation de l'anglais) : Compte tenu des récentes discussions, qu'il me soit permis de faire quelques brefs commentaires sur la teneur du projet de résolution A/C.1/45/L.38, intitulé "Interdiction des attaques contre des installations nucléaires", présenté par le représentant de la Hongrie et coparrainé, entre autres, par ma délégation.

Au paragraphe 1 du dispositif de ce projet de résolution, l'Assemblée générale "Reconnait que l'attaque armée ou une menace d'attaque armée contre une installation nucléaire soumise aux garanties de l'Agence, qu'elle soit en service ou en construction, créerait une situation devant laquelle le Conseil de sécurité devrait immédiatement agir selon les dispositions de la Charte des Nations Unies, y compris les mesures prévues au Chapitre VII."

J'ajouterai que ce texte repose sur un texte adopté par consensus à la troisième Conférence d'examen de 1985 des Etats parties au Traité sur la non-prolifération. A cet égard, je tiens à souligner que, selon ma délégation, toute attaque armée de quelque sorte que ce soit, dirigée contre une installation nucléaire, constitue non seulement une grave menace pour la paix et la sécurité internationales et une rupture de celles-ci mais aussi une opération militaire tout à fait déplorable et répréhensible. Toutefois, nous ne devons pas perdre de vue que la communauté internationale, grâce à la conclusion et à l'application du Traité sur la non-prolifération, a établi certaines normes de qualité en ce qui concerne les installations nucléaires. Ces normes de qualité constituent précisément la garantie qui, compte tenu des dispositions de l'article 3 du Traité sur la non-prolifération, s'appliquent aux installations nucléaires de ces Etats qui sont parties à ce traité. Ma délégation est d'avis que cette différence qualitative

M. Jandl (Autriche)

entre les installations nucléaires soumises aux garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AEIA) et les installations non soumises à ces garanties a une certaine importance. C'est pourquoi nous appuyons le texte contenu dans le projet de résolution dont nous venons de parler, et nous espérons que la majorité écrasante des Etats membres seront en mesure de voter en faveur de ce texte. En même temps, nous demandons instamment aux pays qui n'ont pas soumis leurs installations nucléaires aux garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique de le faire dans un avenir rapproché.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne maintenant la parole au représentant du Pakistan qui souhaite expliquer son vote avant le vote.

M. KAMAL (Pakistan) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais expliquer la position du Pakistan sur le projet de résolution A/C.1/45/L.38, intitulé "Interdiction des attaques contre des installations nucléaires".

Il est généralement reconnu qu'une attaque armée contre une installation ou une usine nucléaire entraînera la dissémination de matières radioactives, avec les graves conséquences que cela comporte à l'intérieur et bien au-delà des frontières de l'Etat qui a été attaqué. Une telle attaque provoquerait non seulement de graves dommages à l'environnement, mais également des pertes incalculables en vies humaines.

Le projet de résolution A/C.1/45/L.38 reconnaît dûment ce fait dans son préambule. Malheureusement, dans les paragraphes de son dispositif, il insère en quelque sorte une distinction inopportune entre les installations nucléaires selon qu'elles sont soumises ou non aux garanties de l'Agence. Du point de vue du danger résultant de la radioactivité, il n'existe pas de différence et, en conséquence, le partage en deux catégories est inutile.

De même, une attaque armée ou la menace d'une attaque armée contre une installation nucléaire compromettrait la paix et la sécurité internationales, indépendamment du fait que cette installation est ou non soumise aux garanties de l'Agence. Dans une telle éventualité, le Conseil de sécurité, qui a la responsabilité première du maintien de la paix et de la sécurité internationales, serait mandaté pour agir immédiatement, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte. Alors que nous appuyons entièrement l'idée qui consiste à interdire toute attaque contre des installations nucléaires, nous sommes déçus de ce que le projet de résolution A/C.1/45/L.38 s'efforce de créer une distinction non réaliste et malvenue entre les effets d'attaques contre des installations nucléaires selon que celles-ci sont soumises ou non aux garanties de l'Agence. Nous sommes d'avis que cette distinction est fondée sur des hypothèses non valables.

Nous aurions préféré, compte tenu de ce qui précède, que les auteurs acceptent notre proposition de supprimer les mots "soumises aux garanties de l'Agence" aux paragraphes 1 et 2 du dispositif du projet de résolution. Mais comme les auteurs n'ont pas voulu accepter notre proposition, ma délégation se voit obligée de

M. Kamal (Pakistan)

demandeur un vote séparé sur les paragraphes 1 et 2, et a l'intention de voter contre ces deux paragraphes. Elle compte s'abstenir lors du vote sur l'ensemble du projet de résolution, bien que très à regret.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La Commission va maintenant procéder au vote sur le projet de résolution A/C.1/45/L.38, intitulé "Désarmement général et complet : interdiction des attaques contre des installations nucléaires". Le projet de résolution a été présenté par le représentant de la Hongrie à la 31e séance de la Première Commission, le 8 novembre 1990.

Je donne maintenant la parole au Secrétaire de la Commission pour qu'il nous donne lecture de la liste des coauteurs.

M. KHERADI (Secrétaire de la Commission) (interprétation de l'anglais) : Les coauteurs du projet de résolution A/C.1/45/L.38 sont les pays suivants : Allemagne, Australie, Autriche, Egypte, Hongrie, Pays-Bas, République islamique d'Iran, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Suède et Tchécoslovaquie.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Un vote séparé enregistré a été demandé sur le paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution A/C.1/45/L.38.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Allemagne, Angola, Arabie saoudite, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Espagne, Ethiopie, Fidji, Finlande, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Hongrie, Iles Salomon, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Liechtenstein, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mongolie, Myanmar, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique populaire lao, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Roumanie, Rwanda, Samoa, Sénégal, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suriname, Swaziland, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zaïre.

**Votent contre :** Etats-Unis d'Amérique, France, Pakistan,  
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du  
Nord, Zambie, Zimbabwe.

**S'abstiennent :** Argentine, Brésil, Equateur, Inde, Israël,  
Mexique, Namibie, Ouganda, République-Unie de  
Tanzanie.

**Par 115 voix contre 6, avec 9 abstentions, le paragraphe 1 du dispositif du  
projet de résolution A/C.1/45/L.38 est maintenu.**

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : Un vote séparé enregistré a  
été demandé sur le paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution  
A/C.1/45/L.38.

**Il est procédé au vote enregistré.**

**Votent pour :** Afghanistan, Albanie, Algérie, Allemagne, Angola, Arabie  
saoudite, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh,  
Barbade, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brunei  
Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Canada,  
Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte  
d'Ivoire, Danemark, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis,  
Espagne, Ethiopie, Fidji, Finlande, Ghana, Grèce, Guatemala,  
Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Hongrie, Iles Salomon,  
Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande,  
Islande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon,  
Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria,  
Liechtenstein, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives,  
Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mongolie, Myanmar,  
Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande,  
Oman, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal,  
Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine,  
République démocratique populaire lao, République socialiste  
soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique  
d'Ukraine, Roumanie, Rwanda, Samoa, Sénégal, Singapour,  
Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suriname, Swaziland,  
Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Union des  
Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela,  
Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zaïre.

**Votent contre :** Etats-Unis d'Amérique, Pakistan, Zambie, Zimbabwe.

**S'abstiennent :** Argentine, Brésil, Cuba, Equateur, France, Inde, Israël,  
Mexique, Namibie, Ouganda, République-Unie de Tanzanie,  
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

**Par 115 voix contre 4, avec 12 abstentions, le paragraphe 2 du dispositif du  
projet de résolution A/C.1/45/L.38 est maintenu.**

**Le PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : Un vote enregistré séparé a été demandé concernant le paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution A/C.1.45/L.38.

**Il est procédé au vote enregistré.**

**Votent pour** : Afghanistan, Albanie, Algérie, Allemagne, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Espagne, Ethiopie, Fidji, Finlande, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Hongrie, Iles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Liechtenstein, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique populaire lao, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Samoa, Sénégal, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suriname, Swaziland, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

**Votent contre** : Etats-Unis d'Amérique, France, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

**S'abstiennent** : Israël.

**Par 126 voix contre 3, avec une abstention, le paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution A/C.1/45/L.38 est adopté'**

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/45/L.38 dans son ensemble. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

**Votent pour :** Afghanistan, Albanie, Algérie, Allemagne, Angola, Arabie saoudite, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Espagne, Ethiopie, Fidji, Finlande, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Hongrie, Iles Salomon, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Liechtenstein, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique populaire lao, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Samoa, Sénégal, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suriname, Swaziland, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zaïre.

**Votent contre :** Etats-Unis d'Amérique.

**S'abstiennent :** Argentine, Brésil, France, Inde, Namibie, Ouganda, Pakistan, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Zambie, Zimbabwe.

Par 121 voix contre une, avec 10 abstentions, le projet de résolution A/C.1/45/L.38 dans son ensemble est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne maintenant la parole aux représentants qui souhaitent expliquer leur vote.

M. BELLINA (Pérou) (interprétation de l'espagnol) : Ma délégation voudrait expliquer la position de mon pays en ce qui concerne le projet de résolution A/C.1.45/L.38, intitulé "Interdiction des attaques contre des installations nucléaires", que la Commission vient d'adopter.

Ma délégation, surmontant les grandes difficultés suscitées par ce texte et fidèle aux principes qui guident notre politique de désarmement, a voté pour le projet de résolution, notamment pour les paragraphes 1 et 2 du dispositif. Les attaques armées contre des installations nucléaires représentent non seulement des actes de violence inacceptables, mais risquent d'avoir des conséquences graves pour les personnes et pour l'environnement étant donné les effets nocifs des radiations atomiques qu'elles pourraient causer.

A cet égard, le Pérou appuie fermement toutes les initiatives soumises à l'Assemblée générale des Nations Unies, à la Conférence du désarmement, à la Conférence générale de l'Organisation des Etats américains et à d'autres instances visant à interdire et à prévenir ce genre d'attaques. Mon pays appuie fermement la tenue d'une conférence diplomatique qui examinerait de façon approfondie tous les aspects de cette question et, plus particulièrement, les aspects relatifs à la protection des civils et de l'environnement en cas d'attaques contre des installations nucléaires.

Voilà pourquoi ma délégation est extrêmement préoccupée du fait que les paragraphes 1 et 2 du dispositif de la résolution A/C.1/45/L.38 se cantonnent à des mesures que prendrait la communauté internationale uniquement en cas d'attaques contre les installations soumises aux garanties de l'Agence. C'est là une restriction qui, loin d'aider à créer un consensus international sur le sujet, crée une lacune dangereuse car elle omet les effets nocifs éventuels qui pourraient résulter d'attaques contre des installations nucléaires non soumises aux garanties de l'Agence.

Nous espérons que l'année prochaine, les auteurs du projet de résolution sur cette question voudront bien tenir compte des observations de notre délégation.

**M. ZIPPORI** (Israël) (interprétation de l'anglais) : Nous avons voté pour le projet de résolution A/C.1/45/L.38 car nous sommes en plein accord avec son idée maîtresse. Nous aurions cependant préféré que le paragraphe 1 du dispositif soit libellé en des termes différents. Le Gouvernement d'Israël a déclaré officiellement à maintes reprises que sa politique était que les installations nucléaires consacrées à des fins pacifiques devraient être inviolables, et qu'il n'attaquerait ni ne menacerait d'attaque aucune installation nucléaire pacifique.

**M. KENYON** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais expliquer le vote du Royaume-Uni concernant le projet de résolution A/C.1/45/L.38, intitulé "Interdiction des attaques contre des installations nucléaires". La politique du Royaume-Uni est de maintenir des négociations sur ce sujet à la Conférence du désarmement. A notre avis, les paragraphes 1 et 4 du dispositif sont incompatibles avec cette manière d'envisager la question.

**M. RIVERO** (Cuba) (interprétation de l'espagnol) : Ma délégation souhaiterait expliquer son vote sur le projet de résolution A/C.1/45/L.38 qui vient d'être adopté.

La délégation cubaine a voté pour le texte dans son ensemble, car nous pensons en fait que les attaques contre les installations nucléaires doivent être interdites. Cette question a été examinée à l'organe de négociation multilatéral, la Conférence du désarmement, à laquelle travaille régulièrement mon pays et où nous continuerons d'œuvrer en faveur d'une interdiction des attaques contre des installations nucléaires. Mais il faut être honnête et le fait que nous ayons voté pour ce projet de résolution ne signifie nullement que nous n'ayons pas quelques divergences en ce qui concerne certaines des idées que contient ce texte.

Tout d'abord, nous regrettons beaucoup la façon dont ce texte a été négocié, pour ainsi dire. Nous regrettons également que les principaux auteurs n'aient pas permis le genre de négociations qui auraient pu éviter le texte qui en est résulté, gardant à l'esprit les différentes questions qu'il comportait.

Ma délégation estime qu'il y a certaines incohérences dans ce texte. Dans certains cas, on parle d'installations soumises aux garanties de l'Agence, alors que dans d'autres passages, on ne parle que d'installations nucléaires. Aux fins du travail que nous faisons ici et dans le but de réaliser nos objectifs, il aurait

M. Rivero (Cuba)

été préférable de parler d'installations nucléaires à des fins pacifiques. Nous pensons que ceci nous aurait permis d'éviter les problèmes qui se sont d'ailleurs répercutés sur les résultats du vote.

En outre, au paragraphe 2 du dispositif, on engage tous les Etats à "respecter toutes les décisions prises par le Conseil de sécurité". De l'avis de notre délégation, c'est une façon très vague de lancer un appel aux Etats à propos de décisions du Conseil de sécurité; il n'est pas précisé de quelles décisions il peut s'agir et ceci pourrait conduire à des interprétations divergentes. Nous aurions préféré soit éliminer la mention déroutante du paragraphe 2 quant aux décisions du Conseil de sécurité, notamment puisque dans le paragraphe 1, l'idée est déjà là, soit indiquer qu'il s'agit de décisions clairement délimitées du Conseil de sécurité, la mention de "n'importe quelles décisions" du Conseil de sécurité est trop vague.

M. Rivero (Cuba)

Nous parlons du maintien de la paix et de la sécurité internationales et, pour les Etats Membres, les décisions du Conseil de sécurité doivent être claires; il ne s'agit pas de respecter "toutes les décisions".

S'agissant du paragraphe 4 du dispositif, ma délégation n'a pas d'objection formelle à ce que les Etats Membres envisagent la tenue de la conférence diplomatique mentionnée dans le projet de résolution. Nous estimons que cela pourrait être une autre façon de chercher à assurer ou à étendre la protection des installations nucléaires, mais cela ne veut pas dire que nous ne devrions pas poursuivre nos travaux dans le cadre de la Conférence du désarmement, ce que nous faisons malgré un certain nombre de difficultés. C'est pourquoi nous aurions préféré que le paragraphe 3 fasse mention d'une manière bien plus claire de la Conférence du désarmement en l'invitant à accélérer ses travaux et à demander à tous ses participants de ne ménager aucun effort.

Cela m'amène à parler d'un sujet, dont l'absence dans le projet de résolution est frappante : il s'agit de l'interdiction des attaques contre des installations nucléaires. Cette absence fait ressortir notre incapacité à prévoir un paragraphe qui, avant tout, condamne ou rejette catégoriquement les attaques contre des installations nucléaires. De l'avis de notre délégation, il y a là une lacune dans le texte.

Nous affirmons une fois de plus que l'idée générale qui a guidé la délégation de Cuba a été de chercher à améliorer le texte en vue de garantir la protection. Mais nous demandons dès maintenant que l'année prochaine, lorsque nous aurons à examiner un texte analogue, les consultations soient plus larges et tiennent compte des opinions des divers pays.

Mme MANTILLA (Equateur) (interprétation de l'espagnol) : Ma délégation souhaite expliquer brièvement son vote sur le projet de résolution figurant dans le document A/C.1/45/L.38. L'Equateur a voté pour le projet de résolution dans son ensemble et pour le paragraphe 4, mais il s'est abstenu lors du vote sur les paragraphes 1 et 2 du dispositif, car il estime que l'obligation de ne pas employer la force, c'est-à-dire de ne pas attaquer, doit s'appliquer à toutes les installations nucléaires. Néanmoins, l'Equateur estime de même qu'il faut respecter les obligations prévues dans les instruments relatifs à la nécessité de soumettre toutes les installations de ce genre aux systèmes de surveillance et de garantie des Nations Unies.

Mme Mantilla (Equateur)

D'autre part, l'Equateur estime indispensable d'éviter toute affirmation qui pourrait être interprétée comme un encouragement donné au Conseil de sécurité d'agir dans certains cas ou comme posant des conditions à une telle action. La Charte des Nations Unies prévoit expressément les circonstances dans lesquelles le Conseil de sécurité peut et doit agir et lui confère l'autorité nécessaire pour qu'il puisse prendre une décision dans ce sens.

M. AGAYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La délégation soviétique souhaite expliquer les raisons de son vote sur le projet de résolution A/C.1/45/L.38.

L'Union soviétique est fermement convaincue qu'il faut élaborer dès que possible des mesures pratiques visant à interdire les attaques contre des installations nucléaires. Je voudrais saisir cette occasion pour rappeler que, depuis 1982, nous avons plus d'une fois présenté des propositions spécifiques sur cette question tant à l'Assemblée générale qu'à la Conférence du désarmement. L'Union soviétique a ratifié le Protocole additionnel I aux Conventions de Genève du 12 août 1949, qui interdit les attaques contre les installations nucléaires et estime nécessaire de renforcer davantage le régime juridique international en vue de la protection des installations nucléaires.

Lors de l'examen de cette question par le Comité spécial sur les armes radiologiques, l'Union soviétique a adopté une position souple visant à rechercher des décisions acceptables par tous sur les problèmes dont il était saisi. Par conséquent, tandis que nous préférons examiner de façon séparée la question de l'interdiction des attaques contre des installations nucléaires et la question de l'interdiction des armes radiologiques au sens traditionnel du terme, nous avons déclaré que nous accepterions également que ces questions soient traitées dans un accord unique. La rédaction de deux conventions séparées sur ces questions par la Conférence du désarmement serait également acceptable pour nous, étant entendu qu'elles doivent entrer en vigueur en même temps.

En ce qui concerne la catégorie d'installations nucléaires qui devraient être protégées contre les attaques, l'Union soviétique a déclaré expressément qu'elle était d'accord pour protéger les installations nucléaires tant pacifiques que militaires, à l'exception des installations qui concernent directement les systèmes d'armes.

M. Agayev (URSS)

Pour parvenir à une solution de compromis, nous sommes prêts à examiner de façon constructive toutes les variantes possibles d'une solution au problème de la prévention des attaques contre les installations nucléaires. A notre avis, le projet de résolution A/C.1/45/L.38 qui vient d'être adopté est, dans l'ensemble, une bonne réponse à la nécessité d'intensifier l'examen multilatéral de la question d'interdiction des attaques contre des installations nucléaires, et tient compte des nouvelles approches. C'est pourquoi la délégation soviétique a voté pour ce projet de résolution.

M. CHADHA (Inde) (interprétation de l'anglais) : Je souhaite expliquer le vote de ma délégation sur le projet de résolution A/C.1/45/L.38, intitulé "Interdiction des attaques contre des installations nucléaires".

Il est indiscutable qu'une attaque armée contre des installations nucléaires, soumises ou non au système des garanties, entraînerait des rejets radioactifs, ce qui aurait de graves conséquences à l'intérieur et à l'extérieur des frontières de l'Etat attaqué. En conséquence, il faut améliorer le régime actuel en ce qui concerne la protection de toutes les installations nucléaires. La résolution GC (XXXI)/RES/475 A que la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique a adoptée le 28 septembre 1987 et qui est citée dans le projet de résolution A/C.1/45/L.38 mentionne également la nécessité de protéger toutes les installations nucléaires dans ce contexte.

Les paragraphes 1 et 2 du dispositif du projet de résolution qui vient d'être adopté mentionnent seulement les installations soumises aux garanties, laissant ainsi de côté d'autres installations nucléaires et, de façon indirecte, fermant les yeux sur les attaques contre d'autres installations nucléaires. Ma délégation s'est donc abstenue lors du vote sur ces paragraphes et sur le projet de résolution dans son ensemble.

M. AMIGUES (France) : La délégation française souhaite expliquer son vote sur le projet de résolution A/C.1/45/L.38 relatif à l'interdiction des attaques contre des installations nucléaires.

La délégation française s'est abstenue lors du vote sur ce projet et a voté contre les paragraphes 1 et 4 de son dispositif pour les raisons suivantes. Premièrement, la France ne partage pas l'avis des auteurs de ce projet selon lequel une menace d'attaque armée contre une installation nucléaire devrait entraîner automatiquement une obligation d'agir pour le Conseil de sécurité. Deuxièmement,

M. Amigues (France)

la France considère que la Conférence du désarmement n'est pas le forum approprié pour traiter de la question des attaques contre les installations nucléaires qui relève du droit humanitaire des conflits armés, comme le reconnaît d'ailleurs le paragraphe 4 du dispositif de ce projet. L'impasse enregistrée sur ce sujet à la Conférence du désarmement depuis des années justifie à posteriori la non-participation de la France à ses travaux. Troisièmement, s'agissant des Protocoles additionnels de 1977 aux Conventions de Genève de 1949, la France n'a pas souscrit à toutes leurs dispositions pour des raisons tenant à sa politique de sécurité, mais elle n'a pas d'objection à une conférence diplomatique visant à renforcer le régime existant.

M. GARCIA MORITAN (Argentine) (interprétation de l'espagnol) : Ma délégation s'est abstenue lors du vote sur le projet de résolution A/C.1/45/L.38 dans son ensemble ainsi que sur les paragraphes 1 et 2 du dispositif. En ce qui concerne notre abstention sur le paragraphe 1, nous ne souscrivons pas à son libellé dans la mesure où il s'écarte du critère de destruction massive, lequel doit être abordé lorsque l'on traite de la question.

En outre, il nous semble présenter de graves lacunes sur le plan technique, puisqu'il existe des installations qui, conformément au statut de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), ne nécessitent pas de garanties et doivent être protégées, leur destruction pouvant libérer des matières radioactives et avoir des effets semblables à ceux des armes de destruction massive.

Nous pensons que ce genre de projet de résolution sélectif n'est pas le meilleur moyen de traiter de la question de l'interdiction d'attaques contre des installations nucléaires, et que des projets de résolution aussi sélectifs ne visent, en fait, que des objectifs collatéraux.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La Commission va se prononcer sur le projet de résolution relevant du groupe 9 : le projet de résolution A/C.1/45/L.24/Rev.1.

M. CHADHA (Inde) (interprétation de l'anglais) : Le projet de résolution A/C.1/45/L.24/Rev.1, intitulé "Les progrès scientifiques et techniques et leurs incidences sur la sécurité internationale", traite d'une question d'intérêt universel puisqu'elle concerne l'amélioration collective des armes et des systèmes d'armes, leurs incidences sur la sécurité internationale et la nécessité d'orienter les progrès scientifiques et techniques vers des fins pacifiques et bénéfiques pour l'humanité. Ma délégation a expliqué les raisons de ce projet de résolution lors de sa présentation au début de la présente session de l'Assemblée générale.

Les projets de résolution sur la question ont bénéficié d'un large appui au cours des deux dernières sessions de l'Assemblée générale, aussi nous espérons que ce projet de résolution bénéficiera d'un appui encore plus large lorsqu'il sera mis aux voix aujourd'hui, de façon que soit reflété le caractère universel des préoccupations exprimées en Commission sur cette importante question.

Notre délégation a toujours eu pour objectif de tenir des consultations étendues à cette fin, et le projet de résolution A/C.1/45/L.24/Rev.1 est le fruit de cet effort. Nous remercions les délégations qui ont collaboré avec nous.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/45/L.24/Rev.1 intitulé "Les progrès scientifiques et techniques et leurs incidences sur la sécurité internationale". Le projet de résolution A/C.1/45/L.24 a été présenté par le représentant de l'Inde à la vingt-neuvième séance de la Première Commission, le 7 novembre 1990.

Nous allons entendre une déclaration orale relative au projet de résolution. La parole est au Secrétaire de la Commission.

**M. KHERADI**, (Secrétaire de la Commission) (interprétation de l'anglais) : Les auteurs du projet de résolution A/C.1/45/L.24/Rev.1 sont les suivants : Afghanistan, Bolivie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Costa Rica, Hongrie, Inde, Indonésie, Italie, Sri Lanka et Venezuela.

J'ai à faire la déclaration suivante au nom du Secrétaire général à propos du projet de résolution.

Conformément au paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution, l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de continuer à suivre les progrès scientifiques et techniques pour pouvoir évaluer les "technologies nouvelles" à mesure qu'elles apparaissent et de lui soumettre à sa quarante-septième session un schéma d'évaluation des technologies en s'inspirant notamment des critères qu'il propose dans son rapport.

En s'acquittant de cette tâche, le Secrétaire général tiendrait compte des ressources actuelles du Département pour les affaires de désarmement, aussi n'y aurait-il pas d'incidences supplémentaires sur le budget-programme pour la biennale 1990-1991.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

**Votent pour :** Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi, Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Ethiopie, Fidji, Finlande, Ghana, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Hongrie, Iles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Liechtenstein, Madagascar, Malaisie, Maldives,

Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Samoa, Sénégal, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suriname, Swaziland, Thaïlande, Togo, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Etats-Unis d'Amérique, France, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

S'abstiennent : Allemagne, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Grèce, Islande, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Tchécoslovaquie, Turquie.

Par 113 voix contre 3, avec 16 abstentions, le projet de résolution est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La parole est aux représentants qui souhaitent expliquer leur vote.

Mme MIEDEMA (Pays-Bas) (interprétation de l'anglais) : Les Pays-Bas regrettent de n'avoir pu appuyer le projet de résolution A/C.1/45/L.24/Rev.1 sur les progrès scientifiques et techniques et leurs incidences sur la sécurité internationale. Bien qu'il ait été amélioré, sa conception ne nous paraît pas juste. Nous comprenons les raisons sincères qui ont inspiré les auteurs du projet de résolution A/C.1/45/L.24/Rev.1, mais nous croyons que le moyen le plus approprié de traiter de ces préoccupations eut été de les inclure dans le projet de résolution A/C.1/45/L.13/Rev.1. Cependant, cela n'a pas été possible, de sorte que nous devons prendre le projet de résolution A/C.1/45/L.24/Rev.1 pour ce qu'il vaut.

La poursuite des progrès de la science et de la technique représente en elle-même, à nos yeux, un processus abstrait, c'est-à-dire indéfinissable. C'est l'application de la recherche scientifique et technique qui pourrait avoir des incidences bénéfiques, neutres ou négatives. Il en va de même des applications militaires, qui risquent d'entraver les efforts mais probablement aussi d'accroître et de renforcer la sécurité internationale.

Mme Miedema (Pays-Bas)

Pour citer un exemple, les progrès scientifiques et techniques appliqués aux satellites pourraient favoriser la transparence et permettre d'obtenir une meilleure connaissance des capacités militaires. Au quatrième alinéa du préambule du projet de résolution A/C.1/45/L.24/Rev.1, l'Assemblée souligne les effets négatifs que les progrès scientifiques et techniques peuvent avoir éventuellement sur le climat de sécurité ainsi que sur le processus de limitation des armements et de désarmement. Les Pays-Bas, toutefois, sont d'avis que la technique militaire moderne, si elle est utilisée à bon escient, peut fort bien favoriser la stabilité et renforcer la sécurité. Ces raisons nous ont incités à nous abstenir lors du vote sur le projet de résolution A/C.1/45/L.24/Rev.1.

M. KENYON (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) (interprétation de l'anglais) : Nous avons maintenant pris une décision sur les deux projets de résolution relatifs à la question de la science et de la technique au service du désarmement - groupe 9 - et je voudrais expliquer les raisons pour lesquelles le Royaume-Uni a pu voter pour le projet de résolution A/C.1/45/L.13/Rev.1, mais s'est vu dans l'obligation de voter contre le projet A/C.1/45/L.24/Rev.1.

En approuvant l'examen ultérieur des questions, y compris l'allocation des ressources, il est indispensable que les travaux à entreprendre soient clairement définis, qu'ils soient réalistes et qu'ils appuient directement les objectifs poursuivis par la Première Commission. Le Royaume-Uni est d'avis que le projet de résolution A/C.1/45/L.13/Rev.1 répond à ces critères. Ce projet de résolution est centré sur la contribution positive que la science et la technique peuvent apporter dans le domaine de la limitation des armements et du désarmement, notamment en ce qui concerne la vérification du respect des accords et des traités.

Dans le projet de résolution A/C.1/45/L.24/Rev.1, le Secrétaire général est prié d'entreprendre la vaste tâche qui consiste à évaluer toute la gamme des technologies nouvelles au service du processus de désarmement en général. A notre avis, pour entreprendre une tâche de ce genre de manière efficace, il faudrait disposer de ressources considérables.

Nous nous félicitons du rapport du Secrétaire général, intitulé "Les progrès scientifiques et techniques et leurs incidences sur la sécurité internationale" (A/45/568). Nous devons nous montrer circonspects lorsque nous examinerons la façon de donner suite aux conclusions de ce rapport.

Nous estimons que le projet de résolution A/C.1/45/L.13/Rev.1 offre le moyen le plus pratique et le plus rentable de progresser.

M. JANDL (Autriche) (interprétation de l'anglais) : L'Autriche a voté pour le projet de résolution A/C.1/45/L.24/Rev.1, intitulé "Les progrès scientifiques et techniques et leurs incidences sur la sécurité internationale". De même que les années précédentes, nous avons appuyé le projet de résolution relatif à cette question, car nous approuvons la teneur de ce texte. En même temps, nous sommes tout à fait conscients des deux aspects que peuvent revêtir l'application des progrès techniques. Bien qu'à priori ils soient essentiellement neutres, ces progrès peuvent avoir des incidences négatives sur la paix et la sécurité s'ils sont appliqués à des fins hostiles. La possibilité de créer de nouveaux systèmes d'armes ou de perfectionner les systèmes existants pour les rendre plus performants risque d'entraîner une baisse de la stabilité et, dans certains cas, d'accroître les risques de conflit.

En revanche, ma délégation tient à souligner que la science et la technique peuvent également avoir des incidences très positives sur la paix et la sécurité, notamment dans le domaine de l'application et de la vérification du respect des accords de désarmement, ainsi qu'en ce qui concerne la destruction des armes. Ces aspects ont été dûment mentionnés dans le projet de résolution A/C.1/45/L.13/Rev.1 que ma délégation a l'honneur de parrainer et qui a été adopté à l'unanimité par la Commission.

Je voudrais ajouter que le fait que les progrès scientifiques et techniques peuvent avoir des incidences tant négatives que positives sur la sécurité internationale a déjà été reconnu lors du séminaire de Sendai, qui a eu lieu au début de l'année, et qui est mentionné au sixième alinéa du préambule du projet de résolution A/C.1/45/L.24/Rev.1. Dans ce contexte, je voudrais citer la déclaration du Secrétaire général adjoint, Yasushi Akashi à la réunion de Sendai :

"J'espère que nous pourrions mieux définir les progrès scientifiques et techniques qui offrent les plus grandes possibilités de renforcer la confiance mutuelle et la compréhension, pour éviter les accidents et l'escalade non prévue et pour faciliter la vérification du respect des accords internationaux. J'espère également que nous pouvons nous faire une meilleure idée des progrès qui pourraient entraîner les plus grands risques d'exacerber la vulnérabilité, les courses aux armements ou les déséquilibres qui compliquent les efforts de négociations pour parvenir à des niveaux de force moins élevés."

M. Jandl (Autriche)

Compte tenu des applications, tant positives que négatives, des progrès scientifiques et techniques dans le domaine militaire, et de ce fait, de leurs incidences positives et négatives sur la sécurité internationale, et dans l'espoir que les auteurs pourraient examiner ce double aspect l'année prochaine, l'Autriche a voté pour le projet de résolution A/C.1/45/L.24/Rev.1.

Mme MASON (Canada) (interprétation de l'anglais) : J'ai demandé la parole pour expliquer notre vote sur le projet de résolution A/C.1/45/L.24/Rev.1, intitulé "Les progrès scientifiques et techniques et leurs incidences sur la sécurité internationale".

Ma délégation s'est abstenue lors du vote sur ce projet de résolution principalement parce qu'il contient toujours des éléments que nous ne pouvons appuyer pleinement. Nous aurions préféré pouvoir voter pour ce projet, en raison notamment du fait qu'il est évident que les auteurs du projet de résolution ont fait des efforts considérables pour reconnaître la complexité des questions dans ce domaine, la diversité de vues et le besoin d'une coopération plus étroite entre les Etats pour évaluer le meilleur moyen de traiter ces questions.

Nous savons qu'il y a eu des discussions cette année sur la possibilité de fusionner ce projet de résolution avec le projet de résolution parallèle que nous avons parrainé sur "La science et la technique au service du désarmement".

Nous regrettons que cela n'ait pas été possible dans ce cas. Nous espérons que cette volonté apparente de rechercher le moyen d'exprimer les diverses préoccupations de la communauté internationale dans ce domaine deviendra, grâce à de nouvelles consultations et à de nouveaux échanges, une tendance marquée et que dans le proche avenir, nous pourrions appuyer un seul projet de résolution sur cette question.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/45/L.26/Rev.1, qui fait partie du groupe 12.

M. GAJDA (Hongrie) (interprétation de l'anglais) : La délégation hongroise voudrait faire une brève déclaration au sujet du projet de résolution sur lequel une décision sera prise aujourd'hui, et je voudrais à cet égard dire quelques mots sur un autre projet de résolution qui a fait l'objet d'un vote au cours de notre dernière réunion. Ces deux projets devaient à l'origine être examinés hier.

M. Gajda (Hongrie)

C'est avec un grand regret que la délégation hongroise prend note du fait regrettable que le rapport de la Conférence du désarmement a, cette année encore, fait l'objet d'un échange de vues assez vif.

Tant que l'unique instance multilatérale de négociation sur les questions de désarmement continuera de fonctionner, et très efficacement, sur la base du consensus et que son rapport annuel à l'Assemblée générale sera élaboré et adopté de la même manière, ce rapport devrait, à notre avis, faire l'objet d'un projet de résolution de caractère procédural et ne prêtant pas à controverse.

Tel n'a cependant pas été le cas ces derniers temps et n'est pas le cas non plus à la présente session. De la façon dont le projet de résolution (A/C.1/45/L.26/Rev.1), dont notre Commission est saisie, est libellé, il ne pourra tout simplement pas être adopté sans soulever un grand nombre d'opinions contraires, y compris de la part de nombreux membres de la Conférence du désarmement.

La Hongrie, qui est membre de la Conférence du désarmement, souhaite toujours impatiemment contribuer à faire progresser les négociations sur les vrais problèmes. Elle est également prête à discuter de véritables questions de fond lorsque l'objectif commun est de parvenir à un accord sur des points importants. Toutefois, nous ne sommes pas disposés à nous laisser entraîner dans une polémique sans fin et totalement stérile qui, en fin de compte, risquerait même de nuire aux négociations. Nous ne pouvons tout simplement pas nous prêter à ce genre d'exercice.

C'est la raison pour laquelle la délégation hongroise n'a pas été en mesure d'appuyer le projet de résolution intitulé "Programme global de désarmement" contenu dans le document A/C.1/45/L.32 et mis au voix à la précédente séance.

Alors que l'avenir de la Conférence du désarmement - et, en fait du processus de négociations multilatérales en matière de désarmement dans son ensemble - fait l'objet de longs débats, pour ne pas parler de critiques sévères, il n'est tout simplement pas réaliste de vouloir imposer à la Conférence du désarmement l'examen de questions qui s'est révélé improductif depuis longtemps.

Le projet de résolution A/C.1/45/L.26/Rev.1 dont la Commission est saisie reflète les mêmes intentions, ne tenant aucun compte des réalités et des conclusions auxquelles on est déjà parvenu. C'est donc avec un grand regret que la délégation hongroise se voit obligée de s'abstenir lors du vote sur ce projet de résolution.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne la parole au secrétaire de la Commission qui va lire la liste des orateurs.

M. KHERADI (Secrétaire de la Commission) (interprétation de l'anglais) : Le projet de résolution A/C.1/45/L.26/Rev.1 est parrainé par l'Algérie, l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, la Colombie, Cuba, l'Egypte, l'Equateur, l'Ethiopie, l'Inde, l'Indonésie, Madagascar, la Malaisie, le Maroc, le Mexique, le Myanmar, le Nigéria, le Pakistan, le Panama, le Pérou, la République islamique d'Iran, Sri Lanka, la Suède, le Venezuela, le Viet Nam et la Yougoslavie.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/45/L.26/Rev.1, intitulé "Rapport de la Conférence du désarmement". Ce projet de résolution a été présenté par la Yougoslavie à la 30e séance de la Première Commission, le 7 novembre 1990.

Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Ethiopie, Fidji, Finlande, Ghana, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Iles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Samoa, Sénégal, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suriname, Swaziland, Thaïlande, Togo, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Allemagne, Belgique, Etats-Unis d'Amérique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

S'abstiennent : Bulgarie, Canada, Danemark, Espagne, Grèce, Hongrie, Islande, Israël, Japon, Liechtenstein, Norvège, Pologne, Portugal, Roumanie, Tchécoslovaquie, Turquie.

Par 108 voix contre 8, avec 16 abstentions, le projet de résolution est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je vais maintenant donner la parole aux délégations qui souhaitent expliquer leur vote après le vote.

M. AGAYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La délégation soviétique a voté pour le projet de résolution A/C.1/45/L.26/Rev.1, "Rapport de la Conférence du désarmement". Nous en appuyons la teneur, y compris les critiques, mais nous estimons que ce texte aurait pu mieux refléter la véritable situation à la Conférence, notamment les aspects liés au processus de rationalisation des travaux de cette instance maintenant en cours.

Nous ne pouvons en effet accepter le fait que le processus engagé au sein de la Conférence soit clairement en retard par rapport à la dynamique mondiale et avance au même rythme que celui en vigueur à l'époque de la guerre froide. Les premières mesures qui ont été prises pour accroître l'efficacité des travaux de la Conférence - prises au cours de la session d'été -, bien qu'elles soient encore nettement insuffisantes, sont néanmoins des pas franchis dans la bonne direction. L'essentiel, c'est qu'on se soit lancé au sein de la Conférence dans une recherche délibérément collective dans un monde en mutation rapide. De ce fait, il ne faut pas compter qu'on puisse se contenter de simples décisions. En les élaborant, il faudra tenir compte de tout un éventail de facteurs, notamment l'état d'avancement réel de l'examen de telle ou telle question au sein de la Conférence. L'Union soviétique est nettement en faveur de ce que la Conférence, à toutes fins pratiques, montre qu'elle est apte à laisser de côté les simples échanges de vues et à aborder l'élaboration de décisions responsables sur les questions inscrites à son ordre du jour. A notre avis, la tâche principale de la Conférence continue d'être d'achever le plus rapidement les négociations en vue de l'élaboration d'une convention sur l'interdiction de la mise au point, du stockage et de la fabrication de toutes les armes chimiques et sur leur destruction. Nous espérons sincèrement qu'en 1991 les derniers obstacles à la réalisation d'un accord concerté sur une convention sur les armes chimiques seront surmontés.

Les efforts de la Conférence doivent également se concentrer sur des objectifs prioritaires tels que la cessation des essais nucléaires. Il est grand temps d'entamer des négociations multilatérales afin d'arriver à un accord sur l'interdiction totale des essais nucléaires. Il convient aussi d'intensifier nettement l'examen des questions liées à la prévention de la course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique. Enfin, il faut - c'est important et tout à fait possible - prendre des mesures concrètes et pratiques dans d'autres domaines

M. Agayev (URSS)

également. Nous saluons les efforts entrepris pour accroître l'efficacité de la Conférence du désarmement dans le cadre de la présente session de l'Assemblée générale, notamment les consultations menées par le Président du Comité spécial sur l'interdiction des essais nucléaires, l'Ambassadeur Donowaki. Nous formons le voeu que ces efforts aboutiront en fin de compte à l'élaboration de projets de résolution appropriés sur le rapport de la Conférence et susceptibles d'être appuyés par toutes les délégations à la quarante-sixième session de l'Assemblée générale.

M. Agayev (URSS)

Nous sommes sincèrement convaincus que la Conférence du désarmement, la seule instance de négociations multilatérales sur le désarmement, pourra, dans un proche avenir, montrer l'importance du rôle qu'elle joue dans des négociations sur des questions de désarmement hautement prioritaires. Quant à nous, nous sommes prêts à favoriser la mise en oeuvre des objectifs qui nous sont soumis.

M. WAGENMAKERS (Pays-Bas) (interprétation de l'anglais) : "Consensus" est le vocable clef qui s'applique à la Conférence du désarmement. Dans cette unique instance de négociations multilatérales sur le désarmement, les opinions exprimées couvrent tout l'éventail des positions politiques. Comment le travail effectué dans ce forum pourrait-il être fait autrement que par consensus? Ne serait-il donc pas préférable que le rapport de la Conférence du désarmement, qui comprend des vues plutôt divergentes sur toutes sortes de questions d'ordre politique, soit présenté à l'Assemblée générale par l'ensemble des Etats membres de la Conférence? A notre avis, le consensus obtenu à cette conférence dans son rapport annuel devrait se refléter à l'Assemblée générale de la même façon que l'Assemblée générale traite le rapport de la Commission du désarmement, c'est-à-dire qu'elle l'adopte par consensus.

L'Assemblée générale traite tous les points à l'ordre du jour de la Conférence du désarmement au moyen de résolutions spécifiques portant sur chaque sujet correspondant à un point de l'ordre du jour. Il n'y a pas de motif valable pour traiter de nouveau des mêmes questions dans la résolution sur le rapport de la Conférence du désarmement, une résolution qui devrait être de nature générale et non controversée.

Comme on le sait, la délégation des Pays-Bas a fait de son mieux au cours des dernières années pour obtenir l'adoption d'un projet de résolution relatif au point 60 b) de l'ordre du jour, selon les modalités que je viens de mentionner, en vue de permettre à l'Assemblée générale d'entériner sans vote le rapport de la Conférence du désarmement, mais en vain. Encore une fois, la Première Commission a été appelée à prendre position sur un projet nettement controversé. Dans quel but? L'Assemblée générale est-elle censée résoudre les difficultés politiques qui se manifestent entre les délégations à la Conférence du désarmement, ainsi que les différences d'approche au sujet de l'organisation des travaux de cet organe? La crainte semble justifiée que la façon dont est rédigée la proposition contenue dans le document A/C.1/45/L.26/Rev.1 ait des conséquences plutôt négatives.

M. Wagennakers (Pays-Bas)

La délégation des Pays-Bas regrette que l'Assemblée générale ne soit encore une fois pas en mesure d'adopter sans vote un projet de résolution largement coparrainé. Nous aurions préféré que la question de fond qui est à l'étude soit traitée selon une certaine procédure, en considération du statut de la Conférence du désarmement, qui est la seule instance de négociations multilatérales sur le désarmement.

M. KENYON (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : S'agissant du projet de résolution A/C.1/45/L.26/Rev.1 sur le rapport de la Conférence du désarmement, je tiens à associer le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à l'explication de vote donnée par le représentant du Royaume des Pays-Bas.

M. MORRIS (Australie) (interprétation de l'anglais) : Même si l'Australie a voté en faveur du projet de résolution A/C.1/45/L.26/Rev.1, nous devons exprimer notre regret que, cette année encore, il n'ait pas été possible aux auteurs du texte de présenter une résolution qui puisse faire l'objet d'un consensus.

La Conférence du désarmement fonctionne par consensus et son rapport annuel est adopté par consensus. Il s'ensuit que, à la Première Commission, les projets de résolution sur la Conférence devraient également faire l'objet d'un consensus. Nous reconnaissons et apprécions le travail de négociations effectué pour en arriver à un texte unique, mais l'Australie espère que, l'année prochaine, des efforts plus soutenus et encore plus concertés seront faits pour que soit présenté un texte susceptible de recueillir l'appui de tous les membres de la Commission.

Au sujet du contenu de la résolution, nous observons que, dans le projet de résolution A/C.1/45/L.26, l'Assemblée générale prie instamment la Conférence du désarmement de donner des mandats de négociations à des comités spéciaux à propos de tous les points à son ordre du jour. L'Australie ne s'opposerait pas à la création de comités spéciaux dotés de mandats de négociations sur tout point de l'ordre du jour de la Conférence s'il y avait un consensus à cet égard. Toutefois, nous remarquons aussi que la Conférence du désarmement dispose de diverses méthodes qui peuvent parfois être plus appropriées, surtout si celles-ci s'avèrent la seule manière de faire avancer les travaux de la Conférence.

M. LEDOGAR (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Au nom des Etats-Unis d'Amérique, je désire également m'associer pleinement aux observations faites par le représentant du Royaume des Pays-Bas.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La Commission doit prendre maintenant une décision sur les projets de résolution suivants qui figurent au groupe 13 : les projets de résolution A/C.1/45/L.22/Rev.1, A/C.1/45/L.42 et A/C.1/45/L.50/Rev.1.

Etant donné qu'aucune délégation ne souhaite expliquer son vote avant l'ouverture du scrutin, le projet de résolution A/C.1/45/L.22/Rev.1 intitulé "Prévention d'une course aux armements dans l'espace : mesures de confiance dans l'espace" doit être mis aux voix. Ce projet de résolution a des incidences sur le budget-programme, comme l'indique le document A/C.1/45/L.59.

Avant de passer au vote, je demande au Secrétaire de la Commission de donner lecture de la liste des auteurs du projet de résolution.

M. KHERADI (Secrétaire de la Commission) (interprétation de l'anglais) : Les auteurs du projet de résolution A/C.1/45/L.22/Rev.1 sont les pays suivants : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Inde, Mexique, Pérou, République islamique d'Iran, République-Unie de Tanzanie, Suède et Uruguay.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je mets aux voix le projet de résolution A/C.1/45/L.22/Rev.1. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Allemagne, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Espagne, Ethiopie, Fidji, Finlande, France, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Hongrie, Iles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jemahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Samoa, Sénégal, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suriname, Swaziland, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Néant.

S'abstiennent : Etats-Unis d'Amérique.

Par 129 voix contre zéro, avec une abstention, le projet de résolution A/C.1/45/L.22/Rev.1 est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La Première Commission va maintenant prendre une décision sur le projet de résolution A/C.1/45/L.42, intitulé "La vérification sous tous ses aspects : étude du rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la vérification". Le projet a été présenté par le représentant de la Suède à la 28e séance de la Première Commission, le 6 novembre 1990. Une déclaration orale sera faite à son sujet.

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission qui donnera lecture de la liste des auteurs.

M. KHERADI (Secrétaire de la Commission) (interprétation de l'anglais) :

Les auteurs du projet de résolution A/C.1/45/L.42 sont les suivants : Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Belgique, Botswana, Brésil, Bulgarie, Cameroun, Canada, Colombie, Costa Rica, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Inde, Islande, Italie, Japon, Kenya, Mexique, Nouvelle-Zélande, Nigéria, Norvège, Panama, Pays-Bas, Portugal, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Samoa, Singapour, Suède, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Uruguay, Yougoslavie et Zaïre.

J'aimerais par ailleurs faire, au nom du Secrétaire général, la déclaration suivante à propos du projet de résolution A/C.1/45/L.42, intitulé "La vérification sous tous les aspects : étude du rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la vérification".

"Aux termes du paragraphe 5 du dispositif du projet de résolution, l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de donner la suite qui convient aux recommandations du Groupe, dans les limites des ressources disponibles, et au paragraphe 7 du dispositif, prie aussi le Secrétaire général de lui présenter à sa quarante-septième session un rapport sur les mesures prises par les Etats Membres et le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour appliquer ces recommandations.

En s'acquittant de cette tâche, le Secrétaire général prendra les mesures nécessaires, dans les limites des ressources disponibles du Département des affaires du désarmement auxquelles s'ajouteront toutes ressources volontaires appropriées reçues éventuellement pour appliquer les recommandations du Groupe. Il n'y aura donc pas de nouvelles incidences sur le budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991."

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Les auteurs du projet de résolution A/C.1/45/L.42 souhaitent que la Commission l'adopte sans vote. En l'absence d'objection, je considérerai que la Commission souhaite procéder ainsi.

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La Commission va maintenant voter sur le projet de résolution A/C.1/45/L.50/Rev.1, intitulé "Désarmement général et complet : conceptions et politiques de sécurité axées sur la défense". Ce projet a été présenté par le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques à la 27e séance de la Première Commission, 6 novembre 1990. Les

Le Président

incidences du projet de résolution sur le budget-programme sont contenues dans le document A/C.1/45/L.61.

Avant de passer au vote, je donne la parole au Secrétaire de la Commission, qui donnera lecture de la liste des auteurs.

M. KHERADI (Secrétaire de la Commission) (interprétation de l'anglais) : Les auteurs du projet de résolution A/C.1/45/L.50/Rev.1 sont les pays suivants : Australie, Autriche, Indonésie, Iran (République islamique d'), République socialiste soviétique de Biélorussie, Suède et Union des Républiques socialistes soviétiques.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je mets à présent aux voix le projet de résolution A/C.1/45/L.50/Rev.1. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Allemagne, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Espagne, Ethiopie, Fidji, Finlande, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Hongrie, Iles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Samoa, Sénégal, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suriname, Swaziland, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Néant.

S'abstiennent : Etats-Unis d'Amérique, France, Israël, Japon, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Par 124 voix contre zéro, avec 6 abstentions, le projet de résolution est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne à présent la parole aux délégations qui souhaitent expliquer leur vote sur les projets de résolution du groupe 13.

M. GALVAO (Brésil) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation a voté pour le projet de résolution A/C.1/45/L.50/Rev.1, car nous sommes d'accord avec l'idée maîtresse et l'objectif de ce texte. Toutefois, nous pensons que certains des éléments du projet de résolution sont mal définis. Plusieurs des termes ne sont pas généralement utilisés ou sont employés dans un contexte où ils peuvent donner lieu à une interprétation ambiguë. C'est particulièrement le cas des mots "sécurité" et "stabilité" qui sont associés alors qu'il aurait été préférable de parler de "paix et de sécurité".

Nous espérons que l'étude qu'entreprendra le Secrétaire général aidera à préciser et à mieux définir l'idée intéressante et positive de conceptions et politiques de sécurité axées sur la défense.

**M. LEDOGAR** (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais):

L'abstention des Etats-Unis sur le projet de résolution A/C.1/45/L.22/Rev.1, intitulé "Mesures de confiance dans l'espace", n'implique pas une opposition au principe de l'instauration de mesures de confiance dans l'espace ni à l'idée d'entreprendre une étude à ce sujet. Nous aurions préféré, en tant que démarche plus économique, que le projet de résolution déclare que l'Assemblée générale invite les Etats Membres à exposer au Secrétaire général leurs opinions sur la question. Ces opinions auraient pu porter aussi sur les différentes technologies disponibles pour l'instauration de telles mesures de confiance et de mécanismes de coopération internationale. Les Membres auraient alors pu examiner la synthèse qu'en aurait établie le Secrétaire général afin de déterminer ce qu'il y aurait lieu de faire. Nous nous serions certainement joints au consensus si le projet de résolution avait été rédigé en ce sens.

**M. AGAYEV** (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La délégation soviétique a appuyé le projet de résolution A/C.1/45/L.22/Rev.1, intitulé "Mesures de confiance dans l'espace". Nous partageons l'idée que toute extension de l'emploi de l'espace exige une plus grande transparence et un renforcement des mesures d'instauration de la confiance. Le Comité spécial de la Conférence du désarmement sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace réalise des travaux importants qui visent à déterminer les domaines où de telles mesures peuvent être prises, et nous sommes très satisfaits des résultats de ces travaux. A ce propos, la délégation soviétique voudrait souligner que, si elle appuie l'idée - mentionnée au paragraphe 3 du projet de résolution A/C.1/45/L.22/Rev.1 - de la mise en oeuvre de cette étude sur les mesures d'instauration de la confiance dans l'espace, elle estime qu'une telle étude ne saurait remplacer ou faire double emploi avec les travaux du Comité spécial de la Conférence du désarmement sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : Nous avons ainsi achevé l'examen des projets de résolution assignés pour ce matin et pris des décisions à leur sujet.

Le Président

A la prochaine séance de la Première Commission, qui aura lieu demain matin, nous examinerons alors tous les projets de résolution restants, à savoir, les projets de résolution A/C.1/45/L.5 et L.35, du groupe 5; les projets de résolution A/C.1/45/L.39 A et B et A/C.1/45/Rev.1, du groupe 7; les projets de résolution A/C.1/45/L.30, L.31 et L.41, du groupe 11; le projet de résolution A/C.1/45/L.12, du groupe 12; les projets de résolution A/C.1/45/L.10, L.49 et L.53/Rev.1, du groupe 13.

La séance est levée à 13 h 35.